

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 1^{er} juin 2021

ADAM Bernard, *Trois mois après l'arrivée de Joe Biden, début de rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran*, Éclairage du GRIP, 1^{er} juin 2021, Bruxelles.

<http://www.grip.org/trois-mois-apres-biden-debut-de-rapprochement-arabie-iran>



Trois mois après l'arrivée de Joe Biden, début de rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran

Bernard Adam

1^{er} juin 2021

Après quatre années de gestion totalement pro-israélienne et pro-saoudienne sous l'ère Trump, le nouveau président Joe Biden avait annoncé une nouvelle politique américaine au Moyen-Orient. Annonçant que ses priorités seraient la fin de la guerre au Yémen et le retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire iranien¹, Joe Biden a rapidement concrétisé ses intentions. De plus, conséquence de ces objectifs, un début de rapprochement semble se dessiner entre l'Arabie saoudite et l'Iran, après la première rencontre de leurs délégations à Bagdad le 9 avril 2021, moins de trois mois après l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche.

La nouvelle politique américaine au Moyen-Orient

Le principal objectif de Donald Trump était de réaliser une politique à l'opposé de celle de son prédécesseur Barack Obama. Au Moyen-Orient, cela s'est traduit par un soutien sans faille à Israël, en ignorant entièrement les timides avancées en faveur des Palestiniens, et à l'Arabie saoudite, en adoptant une politique de « pression maximale » sur l'Iran. Donald Trump décida en 2018 de sortir les États-Unis de l'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien et de rétablir et même d'accroître les sanctions économiques contre l'Iran, qui avaient commencé à être levées par Obama en 2016.

Les premières annonces de Joe Biden

Lors de sa campagne électorale, Joe Biden avait annoncé qu'il adopterait une voie radicalement différente de celle de Donald Trump, notamment en matière de respect des « valeurs » et des droits de l'homme, en particulier au Moyen-Orient.

Lors d'un débat télévisé entre candidats démocrates le 20 novembre 2019, il avait déclaré : « *Le meurtre de Jamal Kashoggi (le journaliste saoudien tué au consulat saoudien d'Istanbul le 2 octobre 2018, NDLR) a été à mon avis ordonné par le prince héritier (Mohammed ben Salmane, NDLR). Nous ferons des Saoudiens les parias qu'ils sont. Et je veux être clair : nous ne leur vendrons plus d'armes et nous cesserons l'aide que nous leur apportons au Yémen où ils tuent des enfants et des gens innocents. Ils doivent répondre de leurs actes* »².

Dès les premiers jours de son arrivée à la Maison-Blanche, Joe Biden indiqua ses priorités : mettre fin à la guerre au Yémen et rejoindre l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Ses premières décisions confirmèrent rapidement ces deux axes majeurs.

La guerre au Yémen

À peine une semaine après l'entrée en fonction de la nouvelle administration, le département d'État annonce le 27 janvier 2021 le gel par les États-Unis d'une vente d'armes à destination de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis³. Il s'agissait surtout de ventes de munitions de précision à l'Arabie saoudite et la livraison pour un montant de 23 milliards USD de chasseurs F-35 aux Émirats arabes unis. Décidée par Donald Trump la veille de son départ de la Maison-Blanche, la livraison des F-35 à Abou Dabi a été une contrepartie en guise de remerciement pour la reconnaissance d'Israël par les Émirats⁴.

Les suspensions de ces ventes concernaient les deux principaux pays impliqués dans la guerre au Yémen. De plus, les États-Unis ont arrêté leur aide logistique à cette guerre et ont retiré les rebelles Houthis de la liste noire américaine des organisations terroristes, afin de ne pas entraver l'acheminement de l'aide humanitaire⁵.

Le retour dans l'accord sur le nucléaire iranien

À l'instar de Barack Obama, le président Biden estime qu'une nouvelle entente avec l'Iran pourrait avoir un effet majeur dans l'apaisement du Moyen-Orient. « *Biden fait le pari qu'en pacifiant les relations avec l'Iran (...), cela va créer une désescalade dans tous les dossiers en attente de règlement, comme le programme nucléaire, le conflit au Yémen, l'instabilité en Irak ou la guerre en Syrie* » indique Hasni Abidi, professeur à l'Université de Genève et directeur du CERMAM (Centre d'études et de recherche sur le Monde arabe et méditerranéen)⁶.

Le 28 janvier 2021, Robert Malley est nommé envoyé spécial du président Biden pour l'Iran, afin d'organiser le retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire iranien.

Robert Maley est un ancien collaborateur des présidents Clinton et Obama. Sous Clinton, il a été assistant spécial du président pour les questions arabes et israéliennes de 1998 à 2001. En 2014, il rejoint l'équipe Obama et devient le chef de la délégation américaine dans les négociations qui aboutirent à l'accord sur le nucléaire iranien à Vienne le 14 juillet 2015. De 2001 à 2014, puis de 2016 à 2021 il a travaillé pour l'*International Crisis Group (ICG)*, dont il devint le président en 2018. L'ICG est une organisation non gouvernementale internationale basée à Bruxelles qui s'est spécialisée dans la prévention des conflits et la recherche de solutions pacifiques aux conflits en cours.

Selon Jean-Paul Burdy, enseignant-chercheur à l'Université de Grenoble, « *Robert Malley est détesté par une bonne partie du monde arabe et en Israël comme tiers-mondiste pro-iranien et pro-palestinien* »⁷.

Les discussions sur le retour des États-Unis dans l'accord de 2015 ont commencé à Vienne le 6 avril 2021, sous la présidence de l'Union européenne.

Le rétablissement des relations entre l'Arabie saoudite et le Qatar

Un premier revirement significatif du prince héritier Mohammed ben Salmane a été le début de la réconciliation de l'Arabie saoudite avec le Qatar le 4 janvier 2021.

Les relations entre ces deux pays ont été souvent fort tendues, surtout depuis les printemps arabes à partir de 2011. Le Qatar appuyait les groupes contestataires, tandis que l'Arabie saoudite soutenait les gouvernements en place⁸. La crise la plus importante eut lieu lorsque l'Arabie saoudite, soutenue par l'Égypte, Bahrein et les Émirats arabes unis, lancèrent un blocus contre le Qatar en juin 2017, l'accusant de soutenir le terrorisme et d'être proche des Frères musulmans, de l'Iran et de la Turquie. Une liste de treize exigences fut imposée au Qatar pour lever le blocus. Trois ans et demi plus tard, aucune de ces exigences n'étaient satisfaites. Au contraire, le Qatar s'était un peu plus rapproché de la Turquie et de l'Iran⁹.

Face à cet échec flagrant, l'instigateur de ce blocus, le prince Mohammed ben Salmane se sentit forcé de changer de position. Le 4 janvier 2021, il organisa le retour du Qatar dans le *Conseil de coopération du Golfe*, réunissant les six pays pétroliers du Golfe qui signèrent avec le Qatar un accord de « *solidarité et de stabilité* », qui mit fin au blocus.

Les observateurs estimèrent qu'il s'agissait d'un geste d'apaisement du prince Mohammed ben Salmane, soucieux de se présenter sous une meilleure image notamment après l'assassinat de Jamal Kashoggi et surtout avant l'arrivée prochaine de Joe Biden à la Maison-Blanche¹⁰.

Des relations conflictuelles entre l'Arabie saoudite et l'Iran depuis 1979

Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite ont été cordiales jusqu'à la chute du Shah d'Iran en 1979. Jusqu'à cette date les deux pays étaient des alliés importants des États-Unis au sein du Moyen-Orient. La mise en place d'une république islamique par l'ayatollah Khomeini en 1979 a cependant entièrement modifié leurs relations, les plaçant dans de nouvelles positions de rivalités tant religieuses que géostratégiques.

Dès l'installation de la nouvelle république islamique en Iran, l'Arabie saoudite a participé aux tentatives de déstabilisation militaire du nouveau régime. Les Saoudiens ont soutenu financièrement l'Irak, qui a attaqué l'Iran au cours d'une guerre entre 1980 et 1988. Cette guerre fut un échec pour l'Irak, mais elle coûta la vie à 480 000 Iraniens, 150 000 Irakiens et 50 000 Kurdes¹¹.

Une forme d'accalmie dans les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran a prévalu dans les années 1990 et 2000, puisque, entre la fin de la guerre de l'Irak contre l'Iran en 1988, et la fin des années 2000, on ne trouve pas de trace de différends majeurs entre Riyad et Téhéran. C'est à partir de 2011, au cours des « printemps arabes » qu'elles se sont à nouveau dégradées.

L'Iran est le principal soutien du régime de Bachar Al-Assad, ce dernier étant alaouite, une branche du chiisme, tandis que l'Arabie saoudite soutient les rebelles majoritairement sunnites.

Fait majeur, l'Arabie saoudite, leader des pays à dominante sunnite, face à l'Iran chiite, a vu avec inquiétude se constituer dans son environnement proche un croissant de pays chiites contigus, depuis le Liban (avec le Hezbollah) jusqu'à l'Iran, passant par la Syrie et par l'Irak après la chute de Saddam Hussein, lors de l'invasion américaine de ce pays en 2003. Paradoxalement, c'est Georges Bush qui a permis la constitution de cette continuité territoriale chiite, après le démantèlement du régime irakien sunnite au profit de la majorité chiite à présent au pouvoir à Bagdad¹².

Une rupture diplomatique en 2016 et la guerre au Yémen

Le 2 janvier 2016, l'Arabie saoudite a exécuté un opposant chiite saoudien, le cheikh Nimr Baqer Al-Nimr. En réaction, des manifestants iraniens ont attaqué l'ambassade saoudienne à Téhéran. Malgré la dénonciation de cette attaque par le président iranien Hassan Rohani, l'Arabie saoudite a annoncé la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays le 3 janvier 2016.

Une des conséquences de cette rupture a été l'accroissement du conflit au Yémen. L'Arabie saoudite est entrée en guerre en mars 2015 pour soutenir le gouvernement yéménite devant faire face depuis plusieurs années à une rébellion armée des houtistes, une minorité dont la religion est proche du chiisme. C'est le prince héritier Mohammed ben Salmane qui a pris la décision de cette entrée en guerre, prétextant que l'Iran soutenait la rébellion des houtistes. Selon Jean-Paul Burdy, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble, « *Téhéran est pourtant initialement largement étranger* » à cette rébellion des houtistes, puisque « *les Iraniens, fortement engagés en Irak et en Syrie, ont alors d'autres préoccupations que d'ouvrir un troisième front. En revanche, Téhéran a d'abord saisi l'opportunité de dénoncer l'impérialisme saoudien martyrisant les populations yéménites. Puis il a aidé les houtistes à utiliser des drones contre le territoire saoudien* »¹³.

La rupture des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran a eu pour conséquence l'arrêt des négociations de paix sur le Yémen qui devaient reprendre en janvier 2016¹⁴. Le Yémen est toujours en guerre actuellement, en 2021.

Le 14 septembre 2019, deux des sites pétroliers saoudiens les plus stratégiques de la société Aramco, à Abqaiq et Khurais ont été attaqués par des drones ou des missiles qui ont pu atteindre le sol saoudien, déjouant la défense aérienne saoudienne.

Cette attaque provoqua pour la première fois des dégâts considérables entraînant une réduction de 5 % de la production mondiale de pétrole¹⁵.

Les rebelles houthistes revendiquèrent être à l'origine de cette action. Mais, selon les Américains, cette attaque serait partie du territoire irakien, lancée par un groupe chiite irakien pro-iranien. Au-delà du doute sur son origine territoriale, cette attaque a surpris par sa capacité à rendre vulnérable l'Arabie saoudite.

Tout au long de la présidence de Donald Trump entre 2017 à 2020, les États-Unis ont adopté une position de soutien à l'Arabie saoudite l'encourageant dans ses relations conflictuelles avec l'Iran.

L'amorce d'un dialogue direct en avril 2021

Les faits

Le 18 avril 2021, le *Financial Times* révèle que des pourparlers directs ont eu lieu à Bagdad le 9 avril 2021 entre des délégations officielles saoudienne et iranienne, les premières depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en 2016. Leur but : réduire les tensions et rétablir des liens entre les deux pays. Une source proche du Premier ministre irakien, Mustafa Al-Kadhimi, a confirmé au journal « *Le Monde* » que des membres des services de renseignement des deux pays se sont effectivement rencontrés et ont « *discuté de tous les sujets de contentieux* »¹⁶.

Le 27 avril 2021, le prince héritier Mohammed ben Salmane, le véritable dirigeant de l'Arabie saoudite, a déclaré que « *l'Iran est un pays voisin et tout ce que nous souhaitons, c'est d'avoir des relations bonnes et spéciales avec lui* », ajoutant souhaiter « *un nouveau chapitre* » dans les relations entre les deux pays. Deux jours plus tard, l'Iran s'est félicité du « *changement de ton* » de l'Arabie saoudite¹⁷. Ce type d'échange d'amabilités contraste singulièrement avec les déclarations incendiaires des dirigeants des deux pays, depuis leur rupture diplomatique en 2016, s'accusant mutuellement d'être responsable de la déstabilisation du Moyen-Orient.

Le 5 mai 2021, au cours d'un entretien en direct diffusé par le *Beirut Institute*, un centre de recherche libanais, le président irakien Barham Saleh a indiqué que des délégations saoudienne et iranienne s'étaient rencontrées à Bagdad « *à plus d'une reprise* », qualifiant ces pourparlers de « *continus, importants et significatifs* »¹⁸.

Pourquoi un tel rapprochement actuellement ?

Premièrement, il apparaît que l'attaque de septembre 2019 contre les deux sites pétroliers saoudiens ont été un tournant important du fait des vulnérabilités qu'elle met en lumière. « *Pour les Saoudiens, l'escalade qui s'est mise en place durant le mandat Trump est devenue trop dangereuse. Ils savent qu'une guerre contre l'Iran serait dévastatrice pour eux et ils ne se sentent plus autant protégés par les États-Unis que par le passé* », estime Hussein Ibish, analyste à l'*Arab Gulf States Institute* de Washington¹⁹.

Deuxièmement, le changement de la politique américaine à l'égard de l'Arabie saoudite et de l'Iran depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche semble être la principale motivation dans la nouvelle posture du prince Mohammed ben Salmane (MBS). « *MBS a senti le vent tourner au départ de Trump (...). Il était dès lors évident que, pour continuer d'asseoir son autorité en interne et glaner une acceptabilité qui lui manque auprès de Joe Biden, MBS se voyait contraint de modifier la politique étrangère saoudienne dans le sens d'une pacification de ses relations avec l'Iran (...). Ryad ne veut pas que la normalisation avec Téhéran se fasse sans elle, c'est pourquoi elle anticipe ce dégel des relations entre les États-Unis et l'Iran en affichant sa volonté de construire une nouvelle relation avec la République islamique* », indique Hasni Abidi²⁰.

« *L'Arabie saoudite entend montrer sa capacité à négocier, de manière directe, et afficher une real politik avec son ennemi d'hier. Cela lui permet de se profiler en interlocutrice incontournable des États-Unis pour tout ce qui touche à la région, en gardienne de la région en quelque sorte, puisqu'on ne peut jouer ce rôle qu'à partir du moment où l'on a apaisé ses relations avec les autres puissances importantes* »²¹, estime Hasni Abidi.

Un espoir fragile mais crucial pour l'apaisement au Moyen-Orient

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Il est trop tôt pour voir si les discussions qui ont commencé à Bagdad entre l'Arabie saoudite et l'Iran aboutiront, tant les contentieux entre eux sont importants. Elles sont inattendues, mais cruciales pour l'apaisement des tensions dans tout le Moyen-Orient, qui est l'une des régions les plus instables et les plus armées dans le monde.

L'Arabie saoudite et l'Iran sont à l'origine d'un grand nombre de situations conflictuelles impliquant plusieurs pays de la région. Une entente entre Saoudiens et Iraniens faciliterait la résolution des conflits en Irak, en Syrie et au Yémen, et peut-être entre Israël et la Palestine.

Il n'existe encore aucune structure multilatérale de discussion dans la région, à l'instar de la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (CSCE), qui fut créée par tous les Européens, les États-Unis et l'URSS en 1973 en pleine Guerre froide, donc seize ans avant la chute du mur de Berlin.

La CSCE permit d'introduire le concept de coopération entre anciens ennemis, afin de créer une sécurité commune. Une *Conférence sur la sécurité et la coopération au Moyen-Orient*, réunissant tous les pays de la région serait très utile.

En l'absence d'une telle structure, la médiation proposée par des pays tiers est essentielle. Celle proposée par l'Irak à l'Arabie saoudite et à l'Iran est particulièrement significative. L'Irak, en proie depuis 2003 à des oppositions armées entre groupes sunnites, chiites et islamistes, a tout intérêt à voir s'établir un apaisement entre ses deux grands voisins. Le gouvernement irakien, proche des Américains, a vraisemblablement pris cette initiative à l'instigation de Washington.

Ce rapprochement est clairement la conséquence de la nouvelle politique américaine. Joe Biden a indiqué ses priorités : finir la guerre au Yémen et revenir dans l'accord sur le nucléaire iranien. Dans cette perspective, l'Arabie saoudite a tout intérêt à anticiper et à coopérer à cette nouvelle configuration, sous peine de perdre les acquis historiques de leur alliance avec les États-Unis.

* * *

Auteur

Bernard Adam a été le Directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) de 1979 à 2010.

1. Sur l'importance d'un tel retour, voir « Le retour des États-Unis dans l'accord nucléaire iranien sera-t-il synonyme d'apaisement au Moyen-Orient ? », Bernard Adam, *Éclairage du GRIP*, 28 décembre 2020.
2. « Moyen-Orient : Biden aborde les dossiers brûlants à pas de loup », Baudouin Loos, *Le Soir*, 23 février 2021.
3. « Les États-Unis suspendent temporairement leurs ventes d'armes à l'Arabie saoudite », www.lemonde.fr, 29 janvier 2021.
4. « Washington gèle des ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis », Hala Kodmani, *Libération*, 28 janvier 2021.
5. « Les alliés des Américains dans le Golfe sont prévenus : l'ère Trump est bel et bien close », Baudouin Loos, *Le Soir*, 29 janvier 2021.
6. Cité par Vincent Braun dans « Riyad et Téhéran apprennent à se reparler à Bagdad », *La Libre Belgique*, 8 mai 2021.
7. Jean-Paul Burdy, webinaire du 22 avril 2021 sur le thème « le Moyen-Orient à l'heure de Joe Biden » organisé par l'Université de Soran et l'Université de Grenoble, www.questionsorientoccident.blog.
8. Voir « Les islamistes à l'épreuve du pouvoir », Alain Gresh, *Le Monde diplomatique*, novembre 2012 ; « L'implication du Qatar dans les révolutions arabes : stratégie d'influence ou OPA ? », Hala Kodmani, *Confluences Méditerranée*, 2013/1 ; « Al-Jazira et le soutien du Qatar au printemps arabe », Khaled Hroub, www.project-syndicate.org, 18 octobre 2011 ; « Arabie saoudite : Riyad prend sa revanche sur les printemps arabes », Yassine Khiri, *www.lexpress.fr*, 5 septembre 2013.
9. « Que cache l'apaisement entre l'Arabie saoudite et le Qatar ? », Baudouin Loos, *Le Soir*, 5 janvier 2021.
10. « Que cache l'apaisement entre l'Arabie saoudite et le Qatar ? », Baudouin Loos, *Le Soir*, 5 janvier 2021 ; « Réconciliation en cours du Qatar avec l'Arabie saoudite et les pétromonarchies du Golfe », Georges Malbruno, www.affairesinternationales.fr, 6 janvier 2021 ; « Qatar-Arabie saoudite : décryptage d'une réconciliation inattendue », Lina Kennouche, www.lemonde-arabe.fr, 3 février 2021.
11. « Pierre Razoud : "La guerre Iran-Irak a façonné la géopolitique actuelle du Golfe" », Christophe Ayad, *Le Monde*, 12 décembre 2013.
12. « Comment depuis 2003, les États-Unis ont offert l'Irak à l'Iran », Paul Guyonnet, www.huffingtonpost.fr, 19 janvier 2020.
13. « Arabie saoudite/Iran : rivalité stratégique, concurrence religieuse, dans « Le réveil des religions, publié par *Questions internationales*, 13 mars 2021.
14. « Le Yémen, première victime des tensions entre Iran et Arabie saoudite », Anne-Aël Durand, www.lemonde.fr, 4 janvier 2016.
15. « Après l'attaque de deux sites pétroliers, la puissance saoudienne frappée en plein cœur », Nabil Wakim, Allan Kaval et Benjamin Barthe, www.lemonde.fr, 16 septembre 2019.

-
16. « Amorce de dialogue entre l’Iran et l’Arabie saoudite à Bagdad », Benjamin Barthe, www.lemonde.fr, 23 avril 2021.
 17. « Léger réchauffement entre l’Arabie saoudite et l’Iran », Yves Bourdillon, www.lesechos.fr, 2 mai 2021
 18. « Riyad et Téhéran apprennent à se reparler à Bagdad », Vincent Braun, *La Libre Belgique*, 8 mai 2021.
 19. Cité par Benjamin Barthe, www.lemonde.fr, 23 avril 2021.
 20. Cité par Vincent Braun dans « Riyad et Téhéran apprennent à se reparler à Bagdad », *La Libre Belgique*, 8 mai 2021.
 21. *Ibidem*.